



**PRÉFET
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi,
du Travail, des Solidarités et de la
Protection des Populations de la Meuse**

Service protection animale et environnement
11, rue Jeanne d'Arc
C.S.50612
5500 Bar-le-Duc

Bar-le-Duc, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCEA les Sources du Vidus

7 rue des Vosges
67510 Wingen

Code AIOT : 0055500642

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2024 dans l'établissement SCEA les Sources du Vidus implanté pré de l'usine 55190 Void-Vacon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection suite à mise en demeure en 2023

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA les Sources du Vidus
- pré de l'usine 55190 Void-Vacon
- Code AIOT : 0055500642
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La pisciculture des Sources du Vidus est implantée depuis 1997 sur le territoire de VACON (commune de VOID-VACON).

• Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, elle bénéficie d'une autorisation d'exploiter par arrêté préfectoral du 29 février 1996, modifié par arrêté préfectoral du 12

octobre 2000, pour une production annuelle de 50 tonnes par an de salmonidés d'eau douce présents en France et de lottes de rivière.

- Au titre de la loi sur l'eau, les ouvrages hydrauliques de la pisciculture bénéficie d'un droit d'eau fondé en titre du fait de la présence d'une ancienne papeterie sur la carte de Cassini. La consistance de ce droit est déterminée par l'arrêté préfectoral du 11 avril 1859 qui fixe notamment le niveau légal de la retenue et les capacités de décharge des ouvrages.

La SCEA LES SOURCES DU VIDUS a repris l'exploitation de la pisciculture fin 2013.

La pisciculture, SCEA LES SOURCES DU VIDUS, fait partie des sites prioritaires du plan de progrès pour la pisciculture dont le protocole a été signé le 13 février 2015 pour permettre le développement de l'aquaculture en France.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Débit dérivé	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	7 jours
2	Épandage	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 16	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	7 jours
3	Sécurité	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 20	Susceptible de suites	Astreinte	7 jours
4	Dossier ICPE	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21	Susceptible de suites	Astreinte	7 jours
5	Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 22	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	7 jours
6	Registre du débit dérivé	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 23	Susceptible de suites	Astreinte	7 jours
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 24	Susceptible de suites	Astreinte	7 jours
8	Passe à poissons	Arrêté Préfectoral du 29/02/1996, article 6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	7 jours
9	Matières recueillies au niveau de la grille d'entrée	Arrêté Préfectoral du 29/02/1996, article 9	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Matières recueillies à l'issue des vidanges des bassins	Arrêté Préfectoral du 29/02/1996, article 4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La majorité des points de contrôle non conformes en 2023 demeurent non conformes en 2024. Suite à l'inspection de 2023 l'exploitant a reçu un arrêté de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Débit dérivé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7

Thème(s) : Actions nationales 2023, Implantation – Aménagement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

Le fonctionnement de la pisciculture est conforme au I de l'article L. 214-17 et à l'article L. 214-18 du code de l'environnement, notamment pour ce qui concerne :

- la mise en place des ouvrages de prélèvement d'eau, qui ne doivent pas gêner le libre écoulement des eaux ;
- les prélèvements d'eau associés.

L'arrêté d'autorisation fixe le niveau de prélèvement autorisé et, si nécessaire, plusieurs niveaux de prélèvements adaptés aux variations saisonnières, notamment afin de respecter en permanence le maintien d'un débit minimal dans le lit du cours d'eau.

L'exploitant doit disposer d'un système ou d'une méthode, telle qu'une échelle limnimétrique, d'évaluation du débit dérivé par l'ouvrage de prise d'eau sur le cours d'eau et, le cas échéant, du débit réservé.

Dans les cours d'eau dont la liste est établie en application du 2° du I de l'article L. 214-17 du code de l'environnement, toutes dispositions sont prises pour assurer la libre circulation des poissons migrateurs du cours d'eau (avalaison et dévalaison) au moyen de passes à poissons ou autres dispositifs appropriés. A cette fin, le barrage de dérivation peut être équipé d'un dispositif de franchissement alimenté par un débit d'attrait obtenu soit en utilisant une partie de l'eau prise en amont de la prise d'eau, soit en ramenant en permanence en amont de la prise d'eau une partie de l'eau sortant de la pisciculture.

La pisciculture comporte à l'amont et à l'aval une grille fixe et permanente la délimitant, empêchant la libre circulation des poissons entre l'exploitation et le cours d'eau d'implantation. La taille des mailles ou des ouvertures de la grille n'excède pas 10 millimètres. L'arrêté d'autorisation fixe les conditions d'implantation de ces grilles.

L'exploitant est tenu d'assurer le fonctionnement et l'entretien des ouvrages de prélèvement, des dispositifs garantissant dans le lit du cours d'eau le débit minimal, des dispositifs de franchissement, des dispositifs de suivi des débits ainsi que des grilles d'amont et d'aval.

Constats :

L'exploitant a mis en place une échelle limnimétrique au niveau de la dérivation des eaux du Vacon vers la pisciculture. Toutefois, le calibrage de l'échelle n'a pas été validé si bien qu'il n'est pas possible d'évaluer le débit dérivé. De même, le débit réservé dans le bras court-circuité du cours d'eau n'a pas pu être évalué. L'arrêté préfectoral du 29/02/1996 fixe sa valeur à 30 l/s ; le débit restitué paraissait faible. Par ailleurs, des matériaux encombraient le bras court-circuité : grosses

pierres, tronc d'arbre, mousses et algues. À noter que le site de la pisciculture possède un droit d'eau, fondé en titre, règlementé par l'arrêté du 11/04/1859. Une plaque de niveau légal de retenue est scellée sur la face aval du pont de Sauvoy. Des grilles fixes en entrée et sorties de bassins empêchent la libre circulation des poissons de la pisciculture dans le cours d'eau.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 7 jours

N° 2 : Épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 16

Thème(s) : Actions nationales 2023, Pollution

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

Lorsque les boues sont récupérées à partir des bassins et du système épuratoire, celles-ci peuvent être soumises à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal et épandues sur des terres agricoles, éventuellement après compostage ou toute autre méthode autorisée.

Tout épandage est subordonné à la production d'un plan d'épandage. Ce plan définit, en fonction de leur aptitude à l'épandage, les parcelles cadastrales qui pourront faire l'objet d'épandage d'effluents organiques. Il démontre que chacune des parcelles réceptrices, y compris celles mises à disposition par des tiers, est apte à permettre la valorisation agronomique des effluents.

Le plan d'épandage comporte au minimum les éléments suivants :

- identification des parcelles (références cadastrales et surface totale et épandable) regroupées par exploitant ;
- identité et adresse de l'exploitant et des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant ;
- localisation sur une représentation cartographique à une échelle comprise entre 1/12 500 et 1/5 000 des parcelles concernées et des surfaces exclues de l'épandage en les différenciant et en indiquant les motifs d'exclusion ;
- systèmes de culture envisagés (culture en place et principales successions) ;
- caractérisation des effluents à épandre (nature, quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique dont leur teneur en azote et en phosphore avec indication du mode d'évaluation de cette teneur [analyses ou références]) ;
- doses maximales admissibles par type d'effluent, de sol et de cultures en utilisant des références locales ;
- calendrier prévisionnel d'épandage rappelant les périodes durant lesquelles l'épandage est interdit ou inapproprié.

Les boues doivent être épandues sur le même bassin versant ou un autre bassin versant sous réserve de l'accord des services compétents.

L'ensemble de ces éléments est présenté dans un document de synthèse tenu à disposition des services d'inspection compétents.

Une solution alternative d'élimination ou de valorisation des boues est prévue pour remédier à une impossibilité temporaire ou définitive d'épandage.

Toute modification notable du plan d'épandage doit être portée avant sa réalisation à la connais-

sance du préfet. [...]
Constats : Le plan d'épandage, les conventions et les bordereaux de livraison sont toujours absents.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 7 jours

N° 3 : Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 20
Thème(s) : Actions nationales 2023, Sécurité – Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conformes aux normes et réglementations en vigueur. Les moyens de lutte contre l'incendie sont fixés par l'arrêté préfectoral. Sans préjudice des dispositions du code du travail, les consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel de l'exploitation, notamment les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité du site lors de crues.
Constats : L'exploitant informe que les extincteurs ont été vérifiés ainsi que les installations électriques. Aucun document n'a été présenté
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 7 jours

N° 4 : Dossier ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21
Thème(s) : Actions nationales 2023, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : - le registre d'élevage tel que prévu par la réglementation en vigueur ; - les plans tenus à jour, indiquant de manière précise notamment le point de prélèvement pour alimentation en eau de la pisciculture (rivière, source, forage en nappe...), le circuit d'alimentation en

eau des bassins d'élevage et du local écloserie-alevinage s'il existe, les grilles amont et aval délimitant la pisciculture et le(s) point(s) de rejet(s) des effluents de la pisciculture ;
- les résultats des différentes analyses et mesures réalisées liées au programme de surveillance des rejets et aux méthodes d'estimation du débit dérivé ;
- le cahier d'épandage, le cas échéant.

Ce dossier doit être tenu à la disposition des services d'inspection compétents.

Constats :

Présentation du registre d'élevage
Les résultats d'analyse de 2024 ont été saisis dans GIDAF suite à l'inspection.
Absence de plan
Absence de mesures dans le cadre du plan de surveillance
Absence de cahier d'épandage

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 7 jours

N° 5 : Cahier d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 22

Thème(s) : Actions nationales 2023, Dossier

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

Lorsque les boues sont valorisées par épandage sur des terres agricoles, un cahier d'épandage est tenu à jour sous la responsabilité de l'exploitant. Ce cahier est mis à disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de dix ans. Il comporte les dates d'épandages, les volumes d'effluents, les quantités d'azote et de phosphore épandues, les parcelles réceptrices et la nature des cultures en précisant celles mises à disposition par des tiers et leur identité et adresse, l'identification des personnes morales ou physiques chargées des opérations d'épandage ainsi que l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et les boues épandues avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation.

Le cahier d'épandage comprend, le cas échéant, un bordereau cosigné par l'exploitant producteur des effluents et le destinataire. Ce bordereau est établi à chaque livraison.

Constats :

Absence de convention signée entre l'exploitant de la pisciculture et l'agriculteur qui prend en charge les boues des bassins. Absence de cahier d'épandage, absence de bordereaux de livraison des boues.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 7 jours

N° 6 : Registre du débit dérivé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 23
Thème(s) : Actions nationales 2023, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Le suivi du débit dérivé et, le cas échéant, du débit réservé est effectué selon une fréquence déterminée dans l'arrêté d'autorisation. Cette fréquence est d'au minimum tous les quinze jours. Les résultats sont consignés sur un registre tenu à la disposition des services d'inspection compétents.</p>
Constats : <p>L'exploitant n'a pas présenté le registre ou les résultats de suivi des débits dérivés et réservés qui doivent être relevés a minima tous les 15 jours .</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 7 jours

N° 7 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 24
Thème(s) : Actions nationales 2023, Dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions de l'ensemble des paramètres visés à l'article 15 sont ou risquent d'être dépassées.</p> <p>Le programme d'autosurveillance prévoit la fréquence et les méthodes de mesure du paramètre ammonium (NH4+) et du paramètre nitrites (NO2-). La fréquence d'analyse de ces paramètres est d'au moins une fois par mois et en période d'étiage d'au moins tous les quinze jours. Ces analyses peuvent être effectuées au moyen de dispositifs de mesures rapides.</p> <p>Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration autorisées.</p> <p>Une mesure de la différence de concentration des paramètres visés à l'article 15, point 5, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau en aval du point de rejet doit être effectuée régulièrement par un laboratoire agréé. L'arrêté d'autorisation fixe le point de prélèvement à l'aval du point de rejet à une distance comprise entre 100 mètres et 300 mètres du point de rejet.</p> <p>La fréquence des analyses par un laboratoire agréé des différents paramètres est fixée par l'arrêté d'autorisation, elle ne peut être inférieure à une fois par an.</p> <p>Les résultats des analyses effectuées dans le cadre des contrôles et de l'autosurveillance sont conservés pendant dix ans par l'exploitant et tenus à la disposition des services d'inspection compétents.</p>

Constats :

L'exploitant n'a pas présenté son programme d'autosurveillance ni les résultats des mesures rapides de NH4+ et NO2- à faire tous les mois, voire tous les 15 jours en période d'étiage. Il n'a pas présenté de registre ou classeur contenant les 3 dernières séries d'analyses, les seules analyses réalisées par un laboratoire agréé sont celles des prélèvements ponctuels saisis dans GIDAF suite à l'inspection.

Absence de résultats d'analyse sur 24h en différentiel amont/aval

--

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 7 jours

N° 8 : Passe à poissons

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/02/1996, article 6

Thème(s) : Actions nationales 2023, Continuité écologique

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

La circulation normale des salmonidés en rivière ainsi que la remontée des reproducteurs vers les sources resteront assurées en permanence.

Constats :

La passe à poissons actuelle a été jugée non fonctionnelle par l'office français de la biodiversité. Lors de la visite, aucun poisson n'a été observé. Aucune évolution depuis la dernière inspection.- Selon l'exploitant, un bureau d'étude serait recruté pour travailler sur le sujet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 7 jours

N° 9 : Matières recueillies au niveau de la grille d'entrée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/02/1996, article 9

Thème(s) : Actions nationales 2023, pollution

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

Les matières recueillies au niveau de la grille d'entrée de la pisciculture (branches, feuilles...) ne de-

vront pas être rejetées dans la rivière.

Constats :

L'exploitant a mis en place un dégrilleur pour récupérer les algues et mousses au niveau du prélèvement d'eau pour la pisciculture ; le dégrilleur récupère les détritiques et les dépose dans une gouttière en aluminium en forme de gouttière de 40 cm de large et 20 m de long environ posée sur l'herbe. Les déchets verts sont ensuite versés dans le bras du débit réservé formant ainsi embâcles et accumulations diverses.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 7 jours

N° 10 : Matières recueillies à l'issue des vidanges des bassins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/02/1996, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2023, pollution

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/03/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

Les matières recueillies à l'issue de la vidange des bassins sont récupérées pour être épandues sur les terrains indiqués dans le plan joint au présent arrêté selon les modalités définies par contrat passé entre le pisciculteur et l'EARL VICTORIA à VOID-VACON.

Constats :

Selon l'exploitant les boues issues du nettoyage des bassins sont envoyées pour épandage chez un exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant précise que les produits recueillis sont naturels de type "algues".

Type de suites proposées : Sans suite